

Mémorial



Memorial

du

des

Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Mercredi, 31 août 1927.

N^o 48.

Mittwoch, 31. August 1927.

Avis. — Relations diplomatiques. — Le 23 août 1927, S. A. R. la Grande-Duchesse a reçu les lettres de créance de S. Exc. M. Jovan *Vouckovitch*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes près la Cour grand-ducale, ainsi que les lettres de rappel de S. Exc. M. Louis *Strimpl*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Tchécoslovaque. — 24 août 1927.

Avis. — Consulats. — L'exéquatur a été accordé à M. Donald Et. *Sherman* pour exercer les fonctions de Vice-Consul des États-Unis d'Amérique dans le Grand-Duché de Luxembourg. — 24 août 1927.

Loi du 12 août 1927, concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 27 juillet 1927 et celle du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1927, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Chap. I^{er}. Des immeubles.

Art. 1^{er}. Les immeubles dont la conservation présente au point de vue de l'histoire, de l'art, du paysage ou des sciences naturelles, un intérêt public, sont classés comme monuments publics en totalité ou en partie par les soins du Gouvernement, selon les distinctions établies par les articles ci-après.

Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés, aux termes de la présente loi, les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques et les immeubles dont le classement est nécessaire

Gesetz vom 12. August 1927, über die Erhaltung und den Schutz der nationalen Landschaften und Denkmäler.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 27. Juli 1927 und derjenigen des Staatsrates vom 1. August 1927, gemäß welcher eine zweite Abstimmung nicht mehr erfolgen wird;

Saben verordnet und verordnen:

Kap. I. — Von den Immobilien.

Art. 1. Die Immobilien deren Erhaltung vom Standpunkt der Geschichte, der Kunst, des Landschaftsbildes oder der Naturwissenschaften aus ein öffentliches Interesse bieten, werden unter den in nachstehenden Artikeln aufgestellten Unterscheidungen durch die Fürsorge der Regierung ganz oder teilweise als öffentliche Denkmäler eingestellt.

Unter die Immobilien, welche gemäß gegenwärtigem Gesetz unter die historischen Denkmäler eingestellt werden können, gehören die Megalithen, die Grundstücke, welche vorgeschichtliche Anlagen oder Lagerungen enthalten, sowie die Immobilien, deren

pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

A compter du jour où le Gouvernement notifie au propriétaire sa proposition de classement, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la décision de classement n'intervient pas dans les six mois de cette notification.

Tout arrêté qui prononcera un classement sera transcrit, par les soins du Gouvernement, au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Art. 2. Il sera dressé une liste des immeubles classés qui sera insérée au *Mémorial*. La liste sera rééditée tous les cinq ans.

Il sera dressé, en outre, dans le délai de trois ans, un inventaire supplémentaire de tous les édifices ou parties d'édifices publics ou privés, de même que des sites et des monuments naturels de caractère artistique, historique ou scientifique qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent cependant un intérêt archéologique, artistique, esthétique ou scientifique suffisant pour en rendre désirable la préservation. L'inscription sur cette liste sera notifiée aux propriétaires et entraînera pour eux l'obligation de ne procéder à aucune modification de l'immeuble inscrit sans avoir, quinze jours auparavant, avisé le Gouvernement de leur intention.

L'inventaire supplémentaire comprendra également les immeubles par destination à caractère historique, scientifique ou artistique.

Art. 3. L'immeuble appartenant à l'Etat est classé par arrêté du Gouvernement.

Art. 4. L'immeuble appartenant à une commune, à un établissement public ou à un établissement d'utilité publique est classé par le Gouvernement, les intéressés et le Conseil d'Etat entendus.

Art. 5. L'immeuble appartenant à toute personne autre que celles énumérées à l'art. 4 est classé par arrêté du Gouvernement, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement. S'il y a contestation

Einstellung erfordert ist, um klassifizierte oder zur Klassifizierung vorgeschlagene Immobilien zu isolieren, freizulegen oder zu sanieren.

Von dem Tage an, wo die Regierung dem Eigentümer kund gibt, daß sie die Klassifizierung beantragt hat, sind alle deren Wirkungen von Rechts wegen auf das betreffende Immobilien anwendbar. Sie sind es nicht mehr, wenn der Entscheid nicht in sechs Monaten nach erfolgter Anzeige getroffen ist.

Jeder Klassifizierungsbeschluß wird auf Betreiben der Regierung bei dem Hypothekenamt, in dessen Bezirk die Immobilien liegen, eingetragen. Diese Uberschreibung gibt zu einer Gebührenerhebung zu Gunsten des Fiskus nicht Anlaß.

Art. 2. Es wird ein Verzeichnis der klassifizierten Immobilien aufgestellt, das im „Memorial“ veröffentlicht und alle fünf Jahre erneuert wird.

Ferner wird in einer Frist von drei Jahren eine Ergänzungs-Liste aller öffentlichen oder privaten Gebäude, sowie von den landwirtschaftlichen Punkten und Naturdenkmälern mit künstlerischem, historischem oder wissenschaftlichem Charakter aufgestellt, die ohne ein sofortiges Klassifizierungs-gesuch zu rechtfertigen, dennoch ein genügendes archäologisches, künstlerisches, ästhetisches oder wissenschaftliches Interesse bieten, um ihre Erhaltung wünschenswert erscheinen zu lassen. Die Eintragung in diese Liste wird den Besitzern bekannt gegeben und zieht für sie die Verpflichtung nach sich, keine Änderung an den eingetragenen Immobilien vorzunehmen, ohne die Regierung vierzehn Tage vorher von ihrem Vorhaben benachrichtigt zu haben.

Die Ergänzungsliste begreift ebenfalls die Gegenstände, die Immobilien durch Bestimmung sind und einen historischen, wissenschaftlichen oder künstlerischen Wert haben.

Art. 3. Ein dem Staate gehörendes Immobilien wird durch Regierungsbeschluß klassifiziert.

Art. 4. Das einer Gemeinde, einer öffentlichen oder gemeinnützigen Anstalt gehörende Immobilien wird, nach Anhörung der beteiligten Eigentümer sowie des Staatsrats, durch die Regierung klassifiziert.

Art. 5. Das Immobilien, welches irgend einer andern Person als den in Art. 4 aufgezählten gehört, wird, bei Einverständnis des Eigentümers, durch Regierungsbeschluß klassifiziert. Der Beschluß bestimmt die Bedingungen unter welchen die Klassifizierung

sur l'interprétation ou l'exécution de cet acte, il est statué par le Gouvernement, sauf recours au Conseil d'Etat statuant au contentieux avec juridiction directe.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé par le Gouvernement, le Conseil d'Etat entendu. Le classement pourra donner lieu au paiement d'une indemnité représentative du préjudice pouvant résulter pour le propriétaire de l'application de la servitude de classement d'office. La demande devra être produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. L'acte de notification informera le propriétaire de son droit éventuel à une indemnité. Les contestations relatives à l'indemnité sont jugées en premier ressort par le juge de paix du canton. S'il y a expertise, il peut n'être nommé qu'un seul expert. Si le montant de la demande excède 250 fr., il y aura lieu à appel devant le tribunal civil.

Art. 6. Le Gouvernement peut toujours, en se conformant aux prescriptions de la loi du 17 décembre 1859, poursuivre au nom de l'Etat l'expropriation d'un immeuble déjà classé ou proposé pour le classement. Les communes ont la même faculté.

La même faculté leur est ouverte à l'égard des immeubles dont l'acquisition est nécessaire pour isoler, dégrager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

Dans ces divers cas, l'utilité publique est déclarée en conformité de la loi du 17 décembre 1859 précitée.

Art. 7. A compter du jour où le Gouvernement notifie au propriétaire d'un immeuble non classé son intention d'en poursuivre l'expropriation, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les six mois de cette notification.

Lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble peut être classé sans autres formalités par arrêté du Gouvernement. A défaut d'arrêté de classement, il demeure néanmoins provisoirement soumis à tous les effets du classement, mais cette

statue. Sollte über die Auslegung oder die Ausführung dieses Beschlusses Uneinigkeit bestehen, so entscheidet die Regierung, unbeschadet des Rekurses an den Staatsrat, Ausschuss für Streitsachen, der mit direkter Jurisdiction entscheidet.

Bei Verweigerung der Einwilligung durch den Eigentümer erfolgt die Klassifizierung durch die Regierung, nach Anhören des Staatsrates. Die Klassifizierung kann Anlaß geben zur Zahlung einer Entschädigung, die dem Schaden entspricht, der dem Eigentümer aus der amtlich festgelegten Servitut der Klassifizierung erwächst. Das diesbezügliche Gesuch muß in einer Frist von sechs Monaten, vom Datum der Bekanntgebung des Klassifizierungsbeschlusses ab, eingereicht werden. Die Bekanntgebung benachrichtigt den Eigentümer von seinem eventuellen Anspruch auf Entschädigung. Über die Einsprüche, welche sich auf die Entschädigung beziehen, entscheidet der Friedensrichter des Kantons in erster Instanz. Im Falle einer Expertise kann ein einziger Sachverständiger ernannt werden. Übersteigt der Betrag der Forderung 250 Franken, so kann Berufung beim Civilgericht eingelegt werden.

Art. 6. Der Regierung steht es jederzeit zu, unter Beobachtung der Vorschriften des Gesetzes vom 17. Dezember 1859, im Namen des Staates die Enteignung eines klassifizierten oder zu Klassifikation vorgeschlagenen Immobilien zu betreiben. Die Gemeinden haben dieselbe Befugnis.

Selbe steht ihnen auch zu für den Erwerb von Immobilien zum Zwecke der Isolierung, Freilegung oder Sanierung eines bereits klassifizierten oder zur Klassifikation vorgeschlagenen Immobilien.

In diesen verschiedenen Fällen wird die Erklärung des öffentlichen Nutzens in Gemäßheit des Gesetzes vom 17. Dezember 1859 geschehen.

Art. 7. Vom Tage ab, wo die Regierung den Eigentümer eines nicht klassifizierten Immobilien von ihrer Absicht verständigt hat, die Enteignung zu betreiben, sind alle Wirkungen der Klassifizierung von Rechtswegen auf das genannte Immobilien anwendbar. Sie sind nicht mehr anwendbar wenn die Erklärung des öffentlichen Nutzens nicht binnen sechs Monaten nach dieser Mitteilung erfolgt.

Nach der Erklärung des öffentlichen Nutzens darf das Immobilien ohne weiteres durch Regierungsbeschluß klassifiziert werden. Wenn kein Klassifizierungsbeschluß erfolgt, bleibt es doch vorläufig allen Wirkungen der Klassifizierung unterworfen; diese Sach-

subjection cesse de plein droit, si, dans les trois mois de la déclaration d'utilité publique, l'administration ne poursuit pas l'obtention du jugement d'expropriation.

Art. 8. Les effets du classement suivent l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation d'un immeuble classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au Gouvernement par celui qui l'a consentie.

L'immeuble classé qui appartient à une commune, à un établissement public ou à un établissement d'utilité publique ne peut être aliéné qu'après que le Gouvernement a été appelé à présenter ses observations; il devra les présenter dans le délai de quinze jours après la notification. Le Gouvernement pourra, dans le délai de cinq ans, faire prononcer la nullité de l'aliénation consentie sans l'accomplissement de cette formalité.

Art. 9. L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le Gouvernement n'y a donné son consentement. La décision du Gouvernement devra parvenir à l'intéressé dans les six mois de la demande; passé ce délai, la demande est censée être agréée.

Les travaux autorisés par le Gouvernement s'exécutent sous la surveillance de son administration.

Le Gouvernement peut toujours faire exécuter par les soins de son administration et aux frais de l'Etat, avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien qui sont jugés indispensables à la conservation des monuments classés n'appartenant pas à l'Etat.

Art. 10. Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans les immeubles classés, le Gouvernement, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires, peut, s'il est nécessaire, autoriser l'occupation temporaire de ces immeubles ou des immeubles voisins.

l'ange hört jedoch von Rechtswegen auf, wenn innerhalb drei Monaten nach der Erklärung des öffentlichen Nutzens die Verwaltung das Enteignungsverfahren nicht einleitet.

Art. 8. Die Wirkungen der Klassifizierung haften an dem klassifizierten Immobilien, in wessen Hände es auch übergehen mag.

Wer ein klassifiziertes Immobilien veräußert, ist gehalten, den Käufer von dessen Klassifizierung in Kenntnis zu setzen.

Jede Veräußerung eines klassifizierten Immobilien muß der Regierung innerhalb vierzehn Tagen, von demjenigen, der sie getätigt hat, angezeigt werden.

Das einer Gemeinde, einer öffentlichen oder einer gemeinnützigen Anstalt gehörende klassifizierte Immobilien kann nur veräußert werden nachdem die Regierung in der Lage war, ihre Bemerkungen beizubringen, was in einem Zeitraum von vierzehn Tagen nach der an sie ergangenen Mitteilung erfolgen muß. Während fünf Jahren kann die Regierung die Nichtigkeit der Veräußerung erklären, die ohne Beobachtung dieser Formalität geschehen ist.

Art. 9. Das klassifizierte Immobilien darf weder ganz noch teilweise zerstört oder an einen andern Ort verbracht werden, noch dürfen irgendwelche Wiederherstellungs- oder Ausbesserungs- oder Abänderungsarbeiten an denselben vorgenommen werden, ohne daß die Regierung ihre Einwilligung hierzu gegeben hat. Der Entschluß der Regierung muß dem Eigentümer innerhalb sechs Monaten nach Einreichung seines Gesuches zugehen; nach dieser Frist ist das Gesuch als angenommen zu betrachten.

Die von der Regierung genehmigten Arbeiten werden unter der Aufsicht ihrer Verwaltung ausgeführt.

Die Regierung ist befugt jederzeit, durch ihre Verwaltung und auf Staatskosten, bei eventueller Beteiligung der Interessenten diejenigen Ausbesserungs- oder Unterhaltsarbeiten ausführen zu lassen, die zur Erhaltung der klassifizierten Denkmäler die nicht dem Staat gehören, unerläßlich sind.

Art. 10. Behufs Sicherung der Ausführung dringender Festigungsarbeiten an klassifizierten Immobilien kann die Regierung, wenn ein Einverständnis mit dem Eigentümer auf gültlichem Wege nicht erzielt wird, die zeitweilige Besetzung der in Frage kommenden sowie auch der anstoßenden Immobilien ermächtigen.

Cette occupation est ordonnée par un arrêté du Gouvernement préalablement notifié au propriétaire, et sa durée ne peut en aucun cas excéder six mois.

En cas de préjudice causé, elle donne lieu à une indemnité qui est réglée conformément à l'art. 19 de la loi du 17 décembre 1859.

Art. 11. Aucun immeuble classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique qu'après que le Gouvernement aura été appelé à présenter ses observations.

Art. 12. Aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé sans une autorisation spéciale du Gouvernement qui doit intervenir dans les six mois de la demande; passé ce délai, la demande est censée être agréée.

Nul ne peut acquérir de droit par prescription sur un immeuble classé.

Les servitudes légales qui peuvent causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un immeuble classé qu'avec l'agrément du Gouvernement.

Chap. II. — De la garde et de la conservation des monuments classés.

Art. 13. Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé est prononcé par arrêté du Gouvernement, le Conseil d'Etat entendu, soit d'office, soit à la demande du propriétaire. Le déclassement est notifié aux intéressés et transcrit au bureau des hypothèques de la situation des biens.

Art. 14. En cas de nécessité constatée par le Gouvernement, les communes, les établissements publics ou les établissements d'utilité publique doivent provoquer la nomination des gardiens des sites et des monuments classés. Les nominations doivent être agréées par le Gouvernement. Faute par l'intéressé de provoquer la nomination d'un gardien, celui-ci sera nommé d'office.

Le traitement des gardes est fixé par le Gouvernement l'intéressé entendu. Les gardiens ne peuvent être révoqués que par le Gouvernement.

Diese Befehung wird durch einen dem Besitzer vorher zugestellten Beschluß der Regierung angeordnet; ihre Dauer darf in keinem Falle sechs Monate übersteigen.

Wird Schaden verursacht, so gibt die Maßnahme Anlaß zu einer Entschädigung die in Gemäßheit der Bestimmungen des Art. 19 des Gesetzes vom 17. Dezember 1859 geregelt wird.

Art. 11. Kein klassifiziertes oder zur Klassifizierung vorgeschlagenes Immobilien kann in eine Untersuchung zwecks Enteignung wegen öffentlichen Nutzens einbegriffen werden, ohne daß die Regierung aufgefordert wurde, ihre Bemerkungen vorzubringen.

Art. 12. Kein Neubau darf an einem klassifizierten Immobilien angebracht werden ohne die spezielle Ermächtigung der Regierung, welche innerhalb sechs Monaten nach Antrag erteilt werden muß; nach Ablauf dieser Frist ist das Gesuch als genehmigt zu betrachten.

Auf ein klassifiziertes Immobilien kann niemand ein Recht durch Verjährung erwerben.

Die gesetzlichen Servituten, welche eine Wertverminderung der Denkmäler verursachen können, sind auf klassifizierte Immobilien nicht anwendbar.

Nur mit Einwilligung der Regierung darf durch Vertrag eine Servitut auf ein klassifiziertes Immobilien festgelegt werden.

Kap. II. — Aber die Aufsicht und die Erhaltung der klassifizierten Denkmäler.

Art. 13. Durch Beschluß der Regierung, nach Anhörung des Staatsrates, kann die gänzliche oder teilweise Deklassierung eines klassifizierten Immobilien entweder von Amtswegen oder auf Ansuchen des Eigentümers ausgesprochen werden. Die Deklassierung wird zur Kenntnis der Interessenten gebracht und beim zuständigen Hypothekenamt eingetragen.

Art. 14. Wenn die Regierung die Notwendigkeit feststellt, müssen die Gemeinden, öffentlichen oder gemeinnützigen Anstalten die Ernennung von Wächtern der klassifizierten Landschaften und Denkmäler bewirken. Die Ernennungen unterliegen der Genehmigung der Regierung. Unterläßt der Eigentümer die Ernennung des Wächters, so wird dieser von Amtswegen ernannt.

Das Gehalt der Wächter wird, nach Anhörung des Interessenten, durch die Regierung festgesetzt. Die Wächter können nur von der Regierung abgesetzt werden.

A leur entrée en service les gardiens prêtent le serment suivant: « Je jure de remplir mes fonctions de garde avec zèle et fidélité. Ainsi Dieu me soit en aide. »

Chap. III. — Fouilles et découvertes.

Art. 15. Lorsque par suite de fouilles, de travaux ou d'un fait quelconque, on a découvert des monuments, des ruines, des inscriptions ou des objets pouvant intéresser l'archéologie, l'histoire ou l'art, sur des terrains appartenant à l'Etat, à une commune, à un établissement public ou d'utilité publique, le bourgmestre de la commune doit assurer la conservation provisoire des objets découverts et aviser immédiatement le Gouvernement qui statuera sur les mesures définitives à prendre.

Si la découverte a lieu sur le terrain d'un particulier, le propriétaire de l'immeuble et l'entrepreneur sont tenus d'en donner immédiatement avis au bourgmestre de la commune qui en informera d'urgence le Gouvernement, qui peut poursuivre l'expropriation du dit terrain en tout ou en partie pour cause d'utilité publique, suivant les formes de la loi du 17 décembre 1859.

Le bourgmestre qui apprendrait autrement une découverte amenée par des fouilles ou un projet de fouilles, est tenu d'en informer la même autorité aussitôt qu'il en aura connaissance.

Chap. IV. — Défense d'affichage.

Art. 16. Toutes les fois que l'exigera la beauté ou la conservation des édifices, monuments naturels, sites et paysages, le Gouvernement pourra, sur avis de la commission des monuments, prendre un arrêté interdisant l'affichage ou le limitant à un emplacement réservé.

Le jugement de condamnation prononcera la destruction, aux frais du condamné, de l'affiche illégalement établie.

Chap. V. — Dispositions pénales.

Art. 17. Toute infraction aux dispositions de l'avant-dernier paragraphe de l'art. 2 (modification, sans avis préalable, d'un immeuble inscrit sur l'inventaire supplémentaire), des paragraphes 2 et 3 de l'art. 8 (aliénation d'un immeuble classé), de l'art. 16 (défense d'affichage), sera punie d'une amende de 51 à 600 fr.

Bei ihrem Dienstantritt leisten die Wächter folgenden Eid: „Ich schwöre mein Amt als Wächter mit Eifer und Treue zu versehen. — So wahr mir Gott helfe.“

Rap. III. — Ausgrabungen und Entdeckungen.

Art. 15. Wenn bei Ausgrabungen oder sonstigen Vorkommnissen, Denkmäler, Ruinen, Inschriften oder Gegenstände von archäologischem, geschichtlichem oder künstlerischem Wert in Grundstücken des Staates, einer Gemeinde, einer öffentlichen oder gemeinnützigen Anstalt, entdeckt werden, so ist der Bürgermeister der Gemeinde gehalten, die vorläufige Erhaltung der entdeckten Gegenstände sicherzustellen und der Regierung, die über die endgültig zu treffenden Maßnahmen entscheidet, sofort Mitteilung zu machen.

Wird die Entdeckung auf dem Grundstück eines Privaten gemacht, so sind der Eigentümer des Immobilien und der Unternehmer verpflichtet, dem Bürgermeister der Gemeinde sofort Anzeige zu erstatten; letzterer benachrichtigt unverzüglich die Regierung, welche die gänzliche oder teilweise Enteignung des Grundstückes, wegen öffentlichen Nutzens, gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 1859, betreiben kann.

Erfährt ein Bürgermeister auf anderem Wege von einer Entdeckung bei Ausgrabungen oder Ausgrabungsversuchen, so ist er verpflichtet, dieselbe Behörde sofort zu benachrichtigen.

Rap. IV. — Plakatverbot.

Art. 16. In allen Fällen wo die Schönheit oder die Erhaltung der Gebäude, natürlichen Denkmäler und Landschaften es erheischt, kann die Regierung, auf das Gutachten der Denkmäler-Kommission, einen Beschluß fassen, der das Anbringen von Plakaten untersagt oder doch auf eine bestimmte Stelle beschränkt.

Das Strafurteil verfügt die Zerstörung des gegenwärtig angebrachten Plakates auf Kosten der Verurteilten.

Rap. V. — Strafbestimmungen.

Art. 17. Jede Übertretung der Bestimmungen des vorletzten Paragraphen des Art. 2 (Änderung, ohne vorherige Benachrichtigung eines in die Supplementar-Liste eingetragenen Immobilien) der Paragraphen 2 und 3 des Art. 8 (Veräußerung eines klassifizierten Immobilien), des Art. 16 (Plakatverbot) wird mit einer Buße von 51 bis 600 Fr. bestraft.

Art. 18. Toute infraction aux dispositions du paragraphe 3 de l'art. 1^{er} (effets de la proposition de classement d'un immeuble), de l'art. 7 (effets de la notification d'une demande d'expropriation), du paragraphe 1^{er} de l'art. 9 (modifications d'un immeuble classé), de l'art. 12 (constructions neuves, servitudes), de la présente loi, sera punie d'une amende de 51 à 3000 fr., sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée contre ceux qui auront ordonné les travaux exécutés ou les mesures prises en violation des dits articles.

Art. 19. Quiconque aura intentionnellement détruit, abattu, mutilé ou dégradé un immeuble classé, sera puni des peines portées à l'art. 526 du Code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Art. 20. Les infractions prévues dans les trois articles précédents seront constatées par les agents de la police générale et locale. Elles pourront l'être par des procès-verbaux dressés par les conservateurs ou les gardiens d'immeubles classés, dûment assermentés à cet effet.

Art. 21. Tout conservateur ou gardien qui, par suite de négligence grave aura laissé détruire, abattre, mutiler ou dégrader un immeuble classé, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 51 à 600 frs. ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 22. Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal ainsi que celles des lois du 18 juin 1879 et 16 mai 1904, portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, sont applicables aux infractions prévues au présent chapitre.

Chap. VI. -- Commission des sites des monuments nationaux.

Art. 23. Le Gouvernement instituera une commission des sites et des monuments nationaux, dont il réglera la composition. Sauf le cas d'urgence, la commission sera consultée pour toutes les mesures à prendre par le Gouvernement en exécution des dispositions qui précèdent. La commission propose d'office les mesures qu'elle juge nécessaire dans l'intérêt des monuments publics.

Art. 18. Jede Übertretung der Bestimmungen des Paragraphen 3, Art. 1 (Wirkung der vorgeschlagenen Klassifizierung eines Immobilien), des Art. 7 (Wirkung der Notifizierung eines Enteignungsgesuches), des ersten Paragraphen des Art. 9 (Änderungen an einem klassifizierten Immobilien), des Art. 12 (Neubauten, Servituten), des vorliegenden Gesetzes, wird mit einer Buße von 51 bis 3000 fr. bestraft, unbeschadet der Ansprüche auf Schadenersatz welche gegen diejenigen geltend gemacht werden können, die unter Verletzung der genannten Artikel, die ausgeführten Arbeiten oder die getroffenen Maßnahmen angeordnet haben.

Art. 19. Wer vorsätzlich ein klassifiziertes Immobilien zerstört, niederlegt, verstümmelt oder beschädigt hat, wird, unbeschadet aller Schadenersatzansprüche, mit den im Art. 526 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen bestraft.

Art. 20. Die in den drei vorstehenden Artikeln vorgesehenen Übertretungen werden durch die staatlichen und lokalen Polizeiorgane festgestellt. Es kann dies auch geschehen durch Protokoll der gehörig vereidigten Verwalter und Wächter der klassifizierten Immobilien.

Art. 21. Der Verwalter oder Wächter durch dessen grobe Nachlässigkeit ein klassifiziertes Immobilien zerstört, niedergelegt, verstümmelt oder beschädigt wird, wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Monaten und einer Buße von 51 bis 600 fr., oder auch nur mit einer dieser Strafen bestraft.

Art. 22. Die Bestimmungen des ersten Teiles des Strafgesetzbuches sowie jene der Gesetze vom 18. Juni 1879 und 16. Mai 1904, durch die den Gerichtshöfen und Tribunalen die Anerkennung mildernder Umstände zusteht, sind auf die in gegenwärtigem Kapitel vorgesehenen Übertretungen anwendbar.

Kap. VI. -- Landschafts- und Denkmäler-Kommission.

Art. 23. Die Regierung wird eine Kommission für die Landschaften und nationalen Denkmäler ernennen und deren Zusammensetzung regeln. Vorbehaltlich von Dringlichkeitsfällen, wird diese Kommission über alle durch die Regierung in Ausführung vorstehender Bestimmungen zu ergreifenden Maßnahmen gehört. Die Kommission schlägt von Amtswegen die Maßnahmen vor, die sie im Interesse der öffentlichen Denkmäler als notwendig erachtet.

Art. 24. Un règlement d'administration publique déterminera les détails d'application de la présente loi.

Art. 25. Sont abrogés les alinéas 17, 18 et 19 de l'art. 8 de la loi du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., ainsi conçus:

« Le Gouvernement est autorisé, en vue de sauvegarder la beauté des édifices, monuments, sites et paysages, à interdire l'apposition, dans des endroits déterminés, de toutes affiches généralement quelconques ou d'affiches excédant une certaine dimension.

» Les infractions à l'arrêté ministériel pris en exécution de l'alinéa qui précède, sont punies d'une amende de 25 à 1000 fr.

» Le jugement de condamnation prononcera la destruction, aux frais du condamné, de l'affiche illégalement établie.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 12 août 1927.

Charlotte.

Le Directeur général des travaux publics,
Alb. Clemang.

*Pour le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,*

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
J. Bech.

Art. 24. Ein öffentliches Verwaltungsreglement wird die Einzelheiten zur Ausführung gegenwärtigen Gesetzes bestimmen.

Art. 25. Abgeschafft sind die Abschnitte 17, 18 und 19 des Art. 8 des Gesetzes vom 7. August 1920, betreffend Erhöhung der Enregistrement-, Stempel-, Erbschaftsgebühren usw. und die folgende Fassung haben:

„Befehls Erhaltung der Schönheit der Gebäude, Denkmäler und Landschaften ist die Regierung ermächtigt, das Anbringen von Affischen irgendwelcher Art, sowie von solchen, die eine bestimmte Fläche übersteigen, an bestimmten Stellen anzubringen.

„Die Zuwiderhandlungen gegen vorerwähnten Regierungsbeschluß werden mit einer Geldstrafe von 25 bis 1000 fr. bestraft.

„Das Strafbescheid spricht zu Lasten des Verurteilten die Zerstörung der ungesetzlich angebrachten Affischen aus.“

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 12. August 1927.

Charlotte.

Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten,
Alb. Clemang.

*Für den General-Direktor der Justiz
und des Innern,*

Der Staatsminister, Präsident der Regierung,
J. Bech.

Avis. — Postes et télégraphes. — Par arrêté grand-ducal du 12 août 1927, M. Marlin Dupont, commis des postes à la perception de Rumelange, a été nommé sous-chef de bureau de l'administration des postes et des télégraphes.

— Par arrêté grand-ducal du 17 août 1927, M. Guill. Felten, sous-chef de bureau à la perception des postes de Grevenmacher, a été nommé percepteur des postes à Grevenmacher.

— Par arrêté grand-ducal du 17 août 1927, M. Jos. Meyer, commis au bureau des postes à Differdange, a été nommé sous-chef de bureau de l'administration des postes et des télégraphes. — 24 août 1927.

Avis. — Frais de route et de séjour. — Par arrêté du 23 août 1927, le supplément d'indemnité de séjour prévu par l'arrêté grand-ducal du 14 mars 1922 est fixé à 28,80 fr. pour les mois d'avril, mai et juin 1927, et à 30 fr. à partir du mois de juillet 1927. — 24 août 1927.

